F

Septembre 2013

منظمة الأغذية والزراعة للأمم المتحدة | 联合国粮食及农业组织 | Food and Agriculture Organization of the United Nations | Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture | Продовольственная и сельскохозяйственная организация Объединенных Наций | Organización de las Naciones Unidas para la Alimentación y la Agricultura

COMITE FINANCIER

Cent cinquante et unième session

Rome, 11-15 novembre 2013

Rapport annuel sur le fonds spécial pour les activités d'urgence et de relèvement

Pour toute question relative au contenu du présent document, prière de s'adresser à:

M. Dominique Burgeon

Directeur de la Division des opérations d'urgence et de la réhabilitation

Tél.: +3906 5705 3803

Le code QR peut être utilisé pour télécharger le présent document. Cette initiative de la FAO vise à instaurer des méthodes de travail et des modes de communication plus respectueux de l'environnement. Les autres documents de la FAO peuvent être consultés à l'adresse www.fao.org

mi400f

RÉSUMÉ

- Le Fonds spécial pour les activités d'urgence et de relèvement permet à la FAO de prendre des mesures rapides et efficaces en réponse aux menaces et situations d'urgence alimentaires et agricoles. Le Fonds comprend trois volets: i) un fonds de roulement qui permet, une fois que l'engagement d'un donateur est assuré, l'avance des fonds pour l'achat immédiat d'intrants destinés à protéger les moyens de subsistance, relancer les activités agricoles ou contribuer à la réponse immédiate à une crise; ii) un fonds autorenouvelable pour appuyer immédiatement la coordination et les opérations sur le terrain, comme l'évaluation des besoins, la formulation des programmes et la mise en place ou le renforcement rapides des capacités des équipes de pays chargées des opérations d'urgence, des activités de préparation et de réponses aux situations d'urgence de niveau 3; et iii) un volet programmation qui regroupe les ressources à l'appui d'un cadre de programmation pour les urgences de grande envergure.
- Depuis son lancement et jusqu'au 30 juin 2013, le Fonds spécial pour les activités d'urgence et de relèvement a reçu 136,9 millions d'USD. Sur ce montant, 11,4 millions ont été utilisés pour établir ou renforcer des unités de coordination des opérations d'urgence et de relèvement et dépêcher des missions de formulation de programmes et d'évaluation des besoins, et 3,2 millions d'USD ont été alloués à la mise en œuvre de la fenêtre prévue pour les interventions en cas de situation d'urgence de niveau 3 et la préparation à ces situations. Depuis la création du Fonds, 224,7 millions d'USD ont été avancés pour financer des interventions urgentes, dont 16,5 millions sur la période considérée. Les avances qui étaient encore à verser au 30 juin 2013 se montaient à 5,5 millions d'USD. Au 30 juin 2013, le solde de trésorerie du Fonds s'élevait à 32,5 millions d'USD.

INDICATIONS QUE LE COMITÉ FINANCIER EST INVITÉ À DONNER

- Le Comité financier est invité à prendre note des informations fournies dans le document.

Projet d'avis

- **Le Comité financier prend note de la situation du Fonds spécial pour les activités d'urgence et de relèvement pendant la période allant du 1er juillet 2012 au 30 juin 2013 et se félicite du rôle crucial joué par le Fonds, qui donne à la FAO les moyens d'intervenir à temps dans les premiers stades, qui sont des stades critiques, d'une situation d'urgence et permet d'assurer la préservation et la reconstitution des moyens de subsistance. Le Comité a reconnu le rôle essentiel que le Fonds spécial pour les activités d'urgence et de relèvement jouera dans la réalisation de l'objectif stratégique «Accroître la résilience des moyens d'existence aux menaces et aux crises», notamment dans le renforcement des capacités des ménages les plus vulnérables de résister et de s'adapter aux chocs.**

I. Historique

1. Le Comité financier a approuvé la création du Fonds spécial pour les activités d'urgence et de relèvement à sa cent deuxième session, en mai 2003, avec l'objectif de «[...] permettre à l'Organisation de lancer sans délais les opérations d'urgence en participant aux activités interorganisations d'évaluation des besoins et de coordination, en créant un groupe de la coordination des mesures d'urgence, en préparant un cadre programmatique et des projets, et en avançant les fonds requis lorsqu'une aide aura été promise par un donateur pour l'achat d'intrants[1].» Lors de sa cent dixième session, qui a eu lieu en septembre 2005, le Comité financier a examiné l'utilisation du Fonds spécial et a demandé que des rapports d'activité périodiques lui soient soumis chaque année.

2. Le présent rapport annuel contient des données financières à la fois pour la période de douze mois achevée le 30 juin 2013 et pour les neuf années écoulées depuis que le Fonds spécial est devenu opérationnel. Ce rapport comprend en outre des données financières détaillées sur les activités mises en œuvre par l'entremise du Fonds spécial, ainsi qu'une brève description des grandes opérations lancées avec des crédits du Fonds spécial sur la période considérée.

II. Composition du Fonds spécial pour les activités d'urgence et de relèvement

3. Le Fonds spécial comprend trois volets: i) un fonds de roulement qui permet l'avance des montants nécessaires pour engager immédiatement les activités relevant des projets sans attendre la réception des contributions fournies par les donateurs aux fins de projets convenus, les contributions étant ensuite reversées au Fonds spécial dès leur réception; ii) un fonds autorenouvelable à l'appui des efforts que déploie la FAO en vue de l'évaluation des besoins, l'élaboration des programmes, la mise en place et le renforcement rapides des capacités des équipes de pays spécialisées dans les situations d'urgence, et les interventions en cas de situation d'urgence de niveau 3[2] et la préparation à ces situations; et iii) un volet programmation à l'appui des activités mises en œuvre dans le cadre de programmes d'urgence spécifiques de grande envergure.

Fonds spécial pour les activités d'urgence et de relèvement		
Fonds de roulement	**Fonds autorenouvelable** • *Fenêtre de coordination des opérations d'urgence* • *Fenêtre d'évaluation des besoins et d'élaboration des programmes* • *Fenêtre Situations d'urgence de niveau 3 – intervention et préparation (Fonds spécial).*	**Volet programmation** • *Fenêtre des programmes de grande envergure (par exemple tsunami, grippe aviaire, acridiens, Corne de l'Afrique)* • *Fenêtre d'interventions prévoyant la fourniture d'intrants agricoles*

4. **Le volet «fonds de roulement»** permet de déclencher des activités d'intervention rapide, et ce avant la réception des fonds des donateurs. Il permet à l'Organisation de lancer les achats les plus critiques en évitant des délais qui seraient trop longs pour une réponse rapide. Le Fonds spécial permet d'accélérer le temps d'intervention en cas de situation d'urgence et favorise un relèvement plus rapide.

5. **Le volet «fonds autorenouvelable»** aide les équipes de pays en cas de crise à définir les besoins les plus fondamentaux des populations affectées, en garantissant des capacités suffisantes pour intervenir et assurer une action bien coordonnée et rationnelle du point de vue technique. Le financement du Fonds spécial permet à la FAO de mener des efforts de coordination pour une réponse

[1] FC 102/14
[2] Crises soudaines et de grande ampleur nécessitant une intervention institutionnelle.

harmonisée et efficace dans le secteur agricole et de contribuer à la formulation de programmes d'intervention qui répondent aux principaux besoins des populations affectées. Grâce à la fenêtre pour les interventions en cas de situation d'urgence de niveau 3 et de préparation à ces situations, la FAO peut déterminer s'il y a lieu de lancer sa propre réaction institutionnelle de niveau 3 pour faire face aux énormes défis posés par une urgence de cette envergure.

6. **Le volet «programmation»** facilite une aide programmatique plus rapide qui peut être adaptée en fonction de l'évolution des besoins sur le terrain. L'approche de financement regroupé du Fonds spécial apporte la souplesse nécessaire pour adapter les activités et canaliser l'appui vers les zones géographiques et les domaines thématiques où elles sont le plus nécessaires. L'approche programmatique fournit la souplesse nécessaire pour adapter les opérations à des situations changeantes et rationaliser les procédures afin de garantir que l'aide la plus appropriée parvienne plus rapidement aux populations affectées. Le volet programmation du Fonds spécial comprend également la fenêtre d'interventions prévoyant la fourniture d'intrants agricoles, qui rassemble des financements pour l'achat et la livraison immédiats d'intrants urgents.

III. Ressources du Fonds spécial pour les activités d'urgence et de relèvement

7. **Recettes** Le Fonds spécial est opérationnel depuis avril 2004. Il a reçu depuis 136,9 millions d'USD, dont 90,6 millions d'USD ont été fournis par les États Membres répertoriés dans le tableau ci-après. Sur ce montant, 6,1 millions provenaient de donateurs[3] ayant accepté de laisser à la disposition du Fonds les soldes non utilisés des projets d'intervention d'urgence. Au cours de la période de 12 mois qui s'est achevée le 30 juin 2013, les contributions au Fonds spécial se sont montées à 7,8 millions d'USD.

PAYS MEMBRES	Période de 12 mois achevée le 30 juin 2013 (en milliers d'USD)	Depuis la création du Fonds (en milliers d'USD)
Suède		23 662
Belgique	7 073	18 653
Norvège	- 122	14 701
Royaume-Uni	47	9 340
France	553	7 096
Finlande	13	5 334
Suisse	2	3 699
Italie		1 460
Arabie saoudite		1 375
Allemagne		1 304
Autriche		1 125
Canada		814

[3] L'Australie, la Belgique, le Canada, la Colombie, l'Équateur, la Finlande, la France, la Grèce, l'Irlande, l'Italie, la Jordanie, le Laos, le Luxembourg, le Mexique, la Norvège, la Nouvelle Zélande, le Pérou, la Principauté de Monaco, l'Arabie saoudite, l'Afrique du Sud, l'Espagne, la Suède, le Royaume-Uni, la Banque mondiale et le CONAD – distributeur alimentaire et donateur du secteur privé – ont autorisé le transfert des soldes non utilisés de leurs projets achevés.

Espagne	116	508
Chine		500
Irlande		317
Grèce		227
Afrique du Sud		195
Australie	48	107
Jordanie		60
Principauté de Monaco	59	59
Laos		14
Nouvelle-Zélande	13	13
Luxembourg		8
Pays-Bas	14	22
Autres membres		9
Total membres	**7 815**	**90 602**
Banque mondiale	2	20
Fonds de l'OPEP		481
Autres fonds, y compris le Compte de recouvrement des dépenses d'appui aux projets d'urgence		45 843
Total reçu	**7 817**	**136 946**

Au 30 juin 2013. Source: établi d'après les registres auxiliaires et conformément au grand livre.

8. Sous le volet «fonds de roulement», 224,7 millions d'USD ont été avancés à divers projets après la signature des accords engageant les donateurs, mais avant la réception effective de leurs contributions. Sur ce montant, 5,5 millions d'USD restent dus, dans l'attente des versements à recevoir des donateurs. Sur les 136,9 millions d'USD versés, 14,6 millions d'USD, dont 8,2 millions pour la période considérée, ont été approuvés au titre du fonds autorenouvelable. Au titre du volet «programmation», un montant total de 84,2 millions d'USD, dont 8,9 millions d'USD pour la période considérée, a été affecté. Des données détaillées concernant les fonds affectés figurent dans le tableau ci-après.

AVANCES	Période de 12 mois achevée le 30 juin 2013 (en milliers d'USD)
Total des avances au cours de la période	16 528
Remboursement des avances au cours de la période	18 547
Avances restant à verser	**5 522**[4]

[4] Depuis la création du Fonds, 224 746 USD ont été avancés et 219 224 USD ont été remboursés.

AFFECTATIONS	
Établissement des groupes de coordination des mesures d'urgence	5 000
Fenêtre Situations d'urgence de niveau 3 – intervention et préparation	3 200
Total partiel, fonds autorenouvelable	**8 200**
Interventions prévoyant la fourniture d'intrants agricoles	5 711
Programmes de lutte contre les acridiens	3 148
Total partiel, volet «programmation»	**8 859**
Total des affectations	**17 059**

Au 30 juin 2013. Source: établi d'après les registres auxiliaires et conformément au grand livre.

9. Au 30 juin 2013, le solde de trésorerie du Fonds spécial s'élevait à 32,5 millions d'USD[5]. Ce solde est calculé en retranchant les fonds utilisés (98,9 millions d'USD) et les avances restant dues (5,5 millions d'USD) du total des contributions reçues (136,9 millions d'USD).

IV. Utilisation du Fonds spécial pour les activités d'urgence et de relèvement

A. Fonds de roulement

10. Les **avances**, au cours de la période considérée, ont principalement bénéficié des contributions de sept donateurs, qui correspondent à environ 88 pour cent des avances versées entre le 1er juillet 2012 et le 30 juin 2013.

DONATEURS BÉNÉFICIANT DU FONDS DE ROULEMENT DU FONDS SPÉCIAL (AVANCES/REMBOURSEMENT) **(en milliers d'USD)**		
Période de 12 mois achevée le 30 juin 2013		
DONATEURS	**AVANCES**	**REMBOURSEMENT**
Japon	5 000	5 800
Communauté européenne	2 613	1 947
États-Unis d'Amérique	2 265	1 050
Fonds commun pour l'action humanitaire au Soudan	1 500	
Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations Unies - OCHA	1 200	1 580
Royaume-Uni	1 076	3 426
Banque africaine de développement	960	960
Programme alimentaire mondial	550	200

[5] Dont 2,1 millions d'USD inscrits dans un compte distinct, créé afin de faciliter le contrôle et l'établissement de rapports liés à la fenêtre «interventions prévoyant la fourniture d'intrants agricoles».

Finlande	300	300
Italie	300	300
Allemagne	215	
Multidonateurs	200	1 700
Fonds donateur administré par le PNUD	150	150
Brésil	135	
Organisation internationale pour les migrations (OIM)	64	64
Belgique		500
Suède		500
Suisse		70
TOTAL GÉNÉRAL	**16 528**	**18 547**

11. En ce qui concerne les **bénéficiaires**, les avances ont principalement appuyé des grands programmes en Afghanistan, au Soudan du Sud et dans les pays du Sahel, à hauteur de 82 pour cent des avances octroyées entre le 1er juillet 2012 et le 30 juin 2013.

PAYS BÉNÉFICIANT DU FONDS DE ROULEMENT DU FONDS SPÉCIAL (AVANCES/ REMBOURSEMENT) **(en milliers d'USD)**		
Période de 12 mois achevée le 30 juin 2013		
PAYS	**AVANCES**	**REMBOURSEMENT**
Afghanistan	6 400	6 800
Région Afrique	2 965	2 315
Soudan du Sud	1 500	500
Niger	1 195	700
Gambie	500	880
Sénégal	460	460
Monde	415	
Pakistan	400	2 750
Tchad	340	200
Somalie	300	1 800
Côte d'Ivoire	258	
Haïti	252	
Région Amérique latine	250	250
Djibouti	227	227

Colombie	200	200
Interrégional	200	200
Zimbabwe	200	200
Madagascar	195	195
Mauritanie	180	
République dominicaine	91	
Burkina Faso		70
Soudan		800
TOTAL GÉNÉRAL	**16 528**	**18 547**

12. L'appui fourni par le biais du fonds de roulement du Fonds spécial a été essentiel pour assurer une mise en œuvre harmonieuse et rapide des opérations sur le terrain.

13. En **Afghanistan**, les avances du Fonds spécial ont contribué à améliorer la sécurité alimentaire des ménages vulnérables, dont la production végétale avait souffert de la faible productivité, des catastrophes naturelles et du conflit en 2012. Des intrants de qualité et une formation ont été fournis sans délai aux agriculteurs afin qu'ils reprennent leurs activités agricoles, et des efforts ont été déployés pour améliorer leur accès à de meilleures semences dans le cadre d'échanges et de ventes de semences d'agriculteur à agriculteur. Le Fonds spécial a également contribué à renforcer le Groupe de la sécurité alimentaire et de l'agriculture pour améliorer les futures interventions d'urgence.

14. Les avances du Fonds spécial ont fourni une aide d'urgence pour protéger les moyens de subsistance afin d'améliorer la résilience des ménages vulnérables affectés par la crise alimentaire et nutritionnelle qui s'est produite au Sahel en 2011-2012. Par exemple, des coupons échangés dans le cadre de foires ont permis aux ménages producteurs de riz au **Mali** d'accéder plus facilement à des semences de qualité et à du carburant (diesel) pour des pompes à moteur. Les producteurs ont vendu environ 30 pour cent de leur production, ce qui a contribué à l'augmentation de la disponibilité de céréales sur les marchés locaux. Au **Niger**, les avances du Fonds spécial ont permis d'accélérer la fourniture de semences aux populations vulnérables avant le début de la saison humide, et de mettre en place des écoles pratiques d'agriculture afin que les communautés puissent apprendre de nouvelles techniques pour améliorer la production. Durant la contre-saison, les associations de femmes ont reçu des semences de légumes pour la culture maraîchère et les ménages ont pu ainsi couvrir leurs besoins alimentaires pour deux mois au maximum. Les banques d'aliments pour animaux créées grâce aux avances ont facilité l'accès aux fourrages. Les avances du Fonds spécial en **Gambie** ont contribué à atténuer l'impact des pénuries alimentaires et de réduire les niveaux de malnutrition des ménages agropastoraux les plus touchés par des conditions proches de la sécheresse. La distribution de fourrages, de vaccins, de semences, d'engrais et de petits équipements d'irrigation a relancé la production végétale et empêché les familles de recourir à des mécanismes de survie négatifs.

15. Au **Sahel**, les avances du Fonds spécial ont également été très précieuses, car elles ont permis de lancer en temps utile les plans d'intervention nationaux, de mobiliser les équipes de terrain pour les activités de contrôle et d'enquête, et d'accroître la sensibilisation du public afin que les agriculteurs des pays à risques puissent protéger leurs pâturages et les récoltes estivales contre les résurgences du criquet pèlerin. Les capacités nationales et la coordination régionale ont été renforcées en vue de continuer à appliquer des stratégies de lutte préventive dans les zones d'infestation acridienne et à empêcher les essaims de migrer et de pénétrer dans les pays avoisinants. Pour y parvenir, des missions ont été dépêchées pour donner des conseils sur la manière de gérer de vastes campagnes de lutte, et des mécanismes ont été établis pour collecter régulièrement des informations sur les conditions sur le terrain et les infestations acridiennes.

16. L'augmentation de la production agricole et une meilleure protection des moyens d'existence ont permis d'améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations vulnérables au **Soudan du Sud.** Pour que les semis soient faits en temps utile, les agriculteurs ont reçu un assortiment de semences de légumes qui leur ont été distribué soit directement, soit dans le cadre de foires d'échanges d'intrants. La fourniture d'engins de pêche et d'équipement pour la transformation et la conservation du poisson ont amélioré l'accès des communautés de pêcheurs au poisson frais. La création de groupements de pêcheurs a facilité le règlement des litiges concernant la commercialisation et le commerce du poisson et des produits de la pêche. Les campagnes de vaccivnation déployées dans des États prioritaires et un accès accru à de meilleurs services de santé animale ont permis d'apporter une réponse immédiate aux foyers épizootiques courants. Les activités de déstockage ont soulagé les éleveurs, qui n'ont pas eu à conserver du bétail périssable, et fourni une source d'alimentation directe aux réfugiés.

17. Au **Pakistan**, les avances ont aidé les microentreprises agricoles à diversifier les moyens d'existence, à améliorer les économies locales et à renforcer la cohésion sociale parmi les réfugiés touchés par les conflits et les familles d'accueil. Les communautés agricoles ont également bénéficié d'intrants agricoles pour les saisons de semis rabi et kharif et de silos de stockages de semences pour stimuler la production. L'intervention a mis l'accent sur la production animale, notamment la vaccination et le déparasitage des animaux, et sur la mise en œuvre d'un système de pâturage tournant et de mesures de conservation pour améliorer la gestion des parcours et des bassins versants. La communication d'informations actualisées et précises sur la sécurité alimentaire et l'état des moyens d'existence a renforcé la capacité du Groupe de la sécurité alimentaire.

18. En Afrique australe, les avances du Fonds spécial ont contribué à améliorer l'aide aux moyens d'existence agricoles dans les zones sujettes à des catastrophes naturelles. Une assistance technique en matière de gestion des risques de catastrophe a été fournie et des boîtes à outils sur la gestion des risques de catastrophe ainsi qu'une documentation multimédia pour les acteurs et les décideurs nationaux et régionaux ont été élaborées dans ce cadre. Au titre du volet «**Malawi»**, le projet a créé des sites de démonstration pour renforcer les capacités des agriculteurs et des services de vulgarisation concernant les bonnes pratiques adaptées aux conditions locales, comme l'agriculture intelligente face au climat. Au titre du volet «**Comores**», la cartographie des risques pour les moyens d'existence et l'agriculture et l'analyse de la vulnérabilité ont contribué à l'élaboration d'un plan d'intervention national, tandis que des semences, des échantillons d'arbres, des outils et du matériel d'irrigation ont été distribués à des ménages ciblés.

B. Fonds autorenouvelable

19. **Coordination des opérations d'urgence**: cette fenêtre du fonds autorenouvelable du Fonds spécial permet le déploiement rapide de coordonnateurs des secours d'urgence, le renforcement des équipes déjà constituées pour faire face à une augmentation soudaine des activités ou pour satisfaire des besoins de financement pendant un bref laps de temps. L'an dernier, des crédits ouverts ont été approuvés pour fournir un appui i) au déploiement rapide de fonctionnaires expérimentés dans la gestion des situations d'urgence et au renforcement des capacités dans les bureaux décentralisés; ii) à la mise en place de locaux à usage de bureaux et d'une logistique; et iii) à la fourniture de matériel de bureau, d'équipements informatiques et de communication. Le tableau ci-après présente brièvement les crédits ouverts.

Déploiement rapide de fonctionnaires expérimentés dans la gestion des situations d'urgence et renforcement des capacités dans les bureaux décentralisés

Pays / Région	**Affectation (en milliers d'USD)**
AFGHANISTAN	33
BURUNDI	48
DJIBOUTI	48
ÉGYPTE	26

GUINÉE-BISSAU	120
HAÏTI	30
INDONÉSIE	80
MADAGASCAR	108
MOZAMBIQUE	46
MYANMAR	55
PAKISTAN	56
RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE	100
RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO	126
SOUDAN	56
SOUDAN DU SUD	382
SYRIE	160
TCHAD	30
YÉMEN	370
ZAMBIE	48
REGION AFRIQUE	438
AFRIQUE DE L'EST	76
AFRIQUE AUSTRALE	90
AFRIQUE DE L'OUEST	100
ASIE (RÉGIONAL)	251
REGION AMÉRIQUE LATINE	160
RÉGION PROCHE-ORIENT	95
AFRIQUE DU NORD	60
TOTAL DES AFFECTATIONS	3 192

Mise en place de locaux à usage de bureaux et d'une logistique

Pays / Région	**Affectation (en milliers d'USD)**
AFGHANISTAN	70
SOUDAN DU SUD	800
TOTAL DES AFFECTATIONS	**870**

Déploiement rapide de fonctionnaires expérimentés dans la gestion des situations d'urgence, et mise en place de locaux à usage de bureaux et d'une logistique

Pays / Région	**Affectation (en milliers d'USD)**
MADAGASCAR	74
MALI	86

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO	48
SYRIE	200
ZAMBIE	69
TOTAL DES AFFECTATIONS	**477**

20. **Évaluation des besoins et élaboration des programmes**–: cette fenêtre du fonds autorenouvelable finance les missions d'évaluation des besoins au début d'une crise pour permettre à l'Organisation et à ses partenaires d'obtenir des informations appropriées essentielles à la formulation de leur programme d'intervention. Pendant la période considérée, des missions d'évaluation des besoins et d'élaboration de programmes ont été déployées dans les pays suivants: République centrafricaine, Chine, Haïti, Libéria, Madagascar, Mali, Myanmar, Nigéria, Philippines, Somalie, Soudan, Syrie et Amérique centrale. Le tableau ci-après présente brièvement les crédits ouverts.

Évaluation des besoins

Pays / Région	**Affectation (en milliers d'USD)**
HAÏTI	50
MADAGASCAR	197
MALI	29
MYANMAR	25
NIGÉRIA	36
PHILIPPINES	15
RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE	50
SOUDAN	7
SYRIE	100
TOTAL DES AFFECTATIONS	**509**

Élaboration du programme

Pays / Région	**Affectation (en milliers d'USD)**
CHINE	20
LIBÉRIA	15
SOMALIE	5
SOUDAN	23
SYRIE	32
REGION AFRIQUE	65
AMÉRIQUE CENTRALE	5
TOTAL DES AFFECTATIONS	**165**

21. **Fenêtre Situations d'urgence de niveau 3 – intervention et préparation**. Comme l'a approuvé le Comité financier à sa cent quarante-septième session[6], une nouvelle fenêtre du Fonds spécial a été créée dans le cadre du volet «fonds autorenouvelable» du Fonds spécial. Cette fenêtre comprend: i) l'élaboration et la gestion de procédures à suivre en cas d'urgence de niveau 3; ii) le renforcement des capacités pour apporter une meilleure réponse aux situations d'urgence de niveau 3; iii) la préparation institutionnelle; iv) la participation à des processus interorganisations pour faire face à des urgences de niveau 3; v) des simulations de situations d'urgence de niveau 3; et vi) les interventions en cas d'urgence de niveau 3. Le tableau ci-après présente brièvement les crédits ouverts.

Domaines – Fenêtre Situations d'urgence de niveau 3 – intervention et préparation	**Affectation (en milliers d'USD)**
Élaboration et gestion de procédures à suivre en cas d'urgence de niveau 3	330
Renforcement des capacités pour apporter une meilleure réponse aux situations d'urgence de niveau 3	350
Préparation institutionnelle	420
Participation à des processus interorganisations d'intervention en cas d'urgence de niveau 3	400
Simulations de situations d'urgence de niveau 3	200
Intervention en cas d'urgence de niveau 3	1 500
Total	**3 200**

22. **Préparation** – les crédits alloués au domaine «**élaboration et mise à jour des procédures à suivre en cas d'urgence de niveau 3**» ont pour but d'élaborer un jeu complet de procédures opérationnelles standard d'intervention en cas de situation d'urgence de niveau 3, le manuel de la FAO concernant les interventions en cas de situation d'urgence et la préparation, ainsi que des outils et des orientations pour faciliter la réaction à des situations d'urgence de niveau 3. Les ressources allouées au domaine «**renforcement des capacités pour apporter une meilleure réponse aux situations d'urgence de niveau 3**» visent à développer et conduire des activités de renforcement des activités à divers échelons de l'Organisation pour les interventions en cas de situation d'urgence de niveau 3 et la préparation à ces situations. Les crédits alloués au domaine «**préparation institutionnelle**» sont prévus pour donner à l'Organisation les outils et les fournitures qui lui permettront de réagir de manière optimale aux situations d'urgence de niveau 3, en s'appuyant notamment sur une liste de spécialistes mondiaux en matière de réponse aux situations d'urgence et en prépositionnant des fournitures pour le personnel chargé d'apporter une réponse aux urgences. Dans le domaine «**participation à des processus interorganisations d'intervention en cas d'urgence de niveau 3**», les crédits alloués aideront la FAO à devenir un membre à part entière du Comité permanent interorganisations et de l'organisme de codirection du Groupe de la sécurité alimentaire, et à participer à tous les processus interorganisations qui s'y rattachent. Le domaine «**simulations de situations d'urgence de niveau 3**» permet à la FAO de participer à des simulations de situations d'urgence organisées chaque année dans les cinq bureaux régionaux afin d'évaluer l'état de préparation et la capacité d'action des bureaux décentralisés face à des situations d'urgence.

23. **Intervention** – les fonds affectés au domaine «**intervention en cas d'urgence de niveau 3**» aident la FAO à prendre des mesures d'intervention immédiate en cas d'urgence selon une approche «sans regrets», à savoir l'engagement de ressources en l'absence de détails précis sur les besoins exacts et les plans d'intervention élaborés, laissant la porte ouverte aux responsables des interventions

[6] FC147/8.

pour décider ensuite de démobiliser les ressources excédentaires, le cas échéant, et sans répercussions négatives pour les décideurs. Tous les coûts liés au déploiement immédiat de personnel sont couverts, par exemple le déploiement d'une équipe de gestion des situations d'urgence, d'équipement de communication, de matériel informatique et de mesures logistiques. L'Organisation devrait être préparée à affronter trois situations d'urgence de niveau 3 par an.

C. Volet «programmation»

24. Au titre du **volet «programmation du Fonds spécial»,** 8,9 millions d'USD ont été attribués, dont près de 5,7 millions d'USD au titre de la fenêtre «interventions prévoyant la fourniture d'intrants agricoles», et 3,1 millions au titre du programme de lutte contre les acridiens.

Fenêtre des interventions prévoyant la fourniture d'intrants agricoles

25. Au titre de la **fenêtre des interventions prévoyant la fourniture d'intrants agricoles**, 5,7 millions d'USD ont été attribués à 13 interventions destinées à soutenir la fourniture d'une aide agricole opportune en situation d'urgence, tout en favorisant une action plus programmatique face aux crises.

Pays	**Type d'intervention**	**Affectation aux interventions prévoyant la fourniture d'intrants agricoles (en milliers d'USD)**
Niger	Assistance d`urgence aux ménages vulnérables par l`amélioration de la production vivrière au Niger	450
Burkina Faso	Appui aux moyens d'existence des ménages vulnérables affectés par la crise alimentaire et nutritionnelle au Burkina Faso, à travers le renforcement de leurs capacités productives.	300
Tchad	Assistance d'urgence aux ménages maraîchers affectés par la sécheresse dans la région du Bahr El Gazal au Tchad	350
Sénégal	Assistance d'urgence aux ménages maraîchers affectés par la sécheresse dans la région du Bahr El Gazal au Tchad	300
Gambie	Appui aux moyens d'existence des ménages affectés par la crise alimentaire et nutritionnelle de 2012 en Gambie, à travers le renforcement de leurs capacités productives et un appui à l'élevage	300
Haïti	Appui d'urgence à la sécurité alimentaire et reconstitution des moyens d'existence des agriculteurs les plus vulnérables affectés par la dépression tropicale Sandy dans le département Ouest et le département de Nippes	650
Pérou	Appui d'urgence aux communautés les plus affectées par les inondations dans la région de Loreto	528
République démocratique du	Renforcement de la capacité de production agricole de 3 500 ménages vulnérables (déplacés et retournés) dans le Nord-	663

Congo	Kivu à travers la gestion rapide des stocks stratégiques	
Mali	Appui aux moyens d'existence des paysans de la Région de Tombouctou, affectés par le conflit à travers des actions de renforcement pour la campagne de contre-saison	501
Cisjordanie et Bande de Gaza	Appui d'urgence aux activités familiales de production alimentaire dans les zones vulnérables et marginalisées de la Cisjordanie et de la Bande de Gaza	649
Tanzanie	Appui d'urgence à la lutte contre les résurgences du criquet pèlerin	320
Yémen	Amélioration de l'état d'insécurité alimentaire et nutritionnelle des ménages dans le gouvernorat d'Hajjah, grâce à la production alimentaire de familles dirigées par des femmes	400
Jamaïque	Appui d'urgence à la sécurité alimentaire et reconstitution des moyens d'existence des agriculteurs les plus vulnérables affectés par l'ouragan Sandy en Jamaïque	300
Total		**5 711**

26. Au **Niger**, la sécheresse et les essaims d'acridiens ont provoqué une pénurie de céréales et des milliers de ménages agricoles ne disposaient pas de réserves de semences suffisantes pour la saison humide 2012. Grâce aux interventions prévoyant la fourniture d'intrants agricoles, la FAO a pu réagir rapidement en fournissant aux agriculteurs des semences de niébé et une assistance technique afin qu'ils puissent relancer leur production. Les interventions ont contribué à l'augmentation des disponibilités alimentaires, facilité l'accès aux semences et permis aux familles d'agriculteurs de satisfaire leurs besoins alimentaires et de reconstituer leurs stocks de semences pour la prochaine campagne agricole.

27. Les deux projets d'interventions prévoyant la fourniture d'intrants agricoles ont aidé les ménages affectés par la crise alimentaire et nutritionnelle de 2012 au **Burkina Faso** et au **Tchad** de reconstituer leurs moyens d'existence, d'accéder plus facilement à des aliments nutritifs et de générer des revenus supplémentaires en vendant leur excédent de production sur les marchés locaux. Les projets ont renforcé les capacités de production de légumes des agriculteurs en fournissant des semences, des engrais, du petit matériel d'irrigation, des pesticides et une formation à de meilleures pratiques agricoles. Des parcelles de démonstration ont aussi été aménagées afin que les agriculteurs puissent mieux comprendre les différentes étapes de la production.

28. Les précipitations irrégulières ont considérablement perturbé les semis et la croissance des cultures commerciales et vivrières au **Sénégal**, ce qui a entraîné une nette réduction de la production agricole et une forte poussée des prix des denrées alimentaires. En fournissant aux associations de femmes des kits pour la production de fruits et de légumes ainsi qu'une formation au maraîchage, les interventions ont amélioré la nutrition dans les ménages, augmenté les revenus et diversifié les régimes alimentaires.

29. En **Gambie**, le financement des interventions prévoyant la fourniture d'intrants agricoles a contribué à l'amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle des agropastoralistes durement affectés par la sécheresse. Des intrants de qualité ont été fournis au plus vite aux productrices de légumes qui ont participé aux programmes de potagers communautaires afin d'améliorer la production hors saison. Les puits situés dans les jardins communautaires ont été remis en état pour améliorer l'accès à l'eau. Des poussins d'un jour, de la nourriture pour animaux et des vaccins contre la maladie de Newcastle ont été distribués pour introduire une nouvelle source de protéines dans les régimes alimentaires des ménages.

30. En **Haïti**, les interventions ont permis d'apporter une aide immédiate aux communautés rurales affectées par la dépression tropicale Sandy et de reconstituer leurs moyens d'existence. Pour démarrer rapidement la production, la FAO a mené à bien des programmes «espèces contre travail» tout en remettant en état les terres et les voies d'irrigation. Ces activités ont procuré un surcroît de revenus aux agriculteurs et leur ont permis d'investir dans les intrants agricoles de qualité ayant leur préférence. Grâce à une formation adaptée, les agriculteurs se sont familiarisés avec les programmes de prêt et d'épargne destinés aux communautés, programmes qui sont un moyen de créer des fonds d'urgence et de renforcer la capacité de résister aux futures catastrophes.

31. Dans les provinces du **Pérou** dévastées par les inondations, la FAO a aidé les familles à rétablir leurs capacités de production et à renforcer la résistance des communautés aux chocs climatiques. La distribution rapide de semences et d'outils, ainsi que l'organisation d'une formation à la production de légumes, de riz, d'haricots et de maïs ont permis aux agriculteurs de commencer à temps la campagne agricole. Les rendements accrus devraient couvrir les besoins alimentaires des ménages pour douze mois au maximum. L'élaboration de cartes de la vulnérabilité et la facilitation d'ateliers de planification participative ont contribué à promouvoir l'adoption de pratiques et de politiques de gestion des risques de catastrophe aux niveaux local, national et régional.

32. Dans la **République démocratique du Congo**, les interventions prévoyant la fourniture d'intrants agricoles ont permis de renforcer les capacités de production des personnes déplacées à l'intérieur du pays et des rapatriés, et d'améliorer l'action d'urgence en cas d'insécurité alimentaire. Les stocks de semences positionnés de manière stratégique ont aidé les ménages à réduire leur dépendance à l'égard de l'aide alimentaire, en contribuant à améliorer l'accès aux intrants et à augmenter la production. Les programmes se sont attachés à aider les femmes à satisfaire rapidement les besoins alimentaires de leur ménage en facilitant la mise en place de cultures potagères à cycle court. Des parcelles de démonstration ont permis de familiariser les communautés avec le maraîchage, ce qui a permis aux éleveurs, dont le bétail avait été volé, de disposer d'une bonne source de protéines. Le Groupe de la sécurité alimentaire et le Comité des stocks stratégiques se sont réunis pour réaliser une analyse précise des besoins alimentaires, et des rapports mettant les lacunes en évidence ont été échangés entre les principales parties prenantes.

33. Dans le nord du **Mali**, les populations affectées par le conflit ont reçu du riz paddy et des engrais en 2012. Grâce à l'augmentation de la production agricole, les ménages agricoles ont bénéficié de disponibilités alimentaires plus importantes. Un plan d'intervention pour la campagne agricole 2012-2013 a également été élaboré, ce qui a aidé les agriculteurs à renforcer leurs capacités de résistance et à réduire au minimum les conséquences des crises.

34. Des années de blocus et d'opérations militaires dans la **Bande de Gaza** ont provoqué la hausse du chômage et des prix alimentaires, limité l'accès à la terre, à l'eau, aux biens et aux services et détruit les infrastructures. Quasiment privées de ressources, les familles vulnérables ont adopté des mécanismes de survie négatifs, notamment en réduisant leur nombre de repas quotidien. En 2012, un projet d'intervention prévoyant la fourniture d'intrants agricoles a amélioré la qualité des aliments produits localement en aidant les familles urbaines à installer des jardins sur les toits des maisons et des unités de production de lapins, et en organisant une formation aux systèmes de production alimentaire en milieu urbain. Dotés des moyens et des connaissances nécessaires pour produire leurs propres aliments, les ménages souffrant d'insécurité alimentaire ont pu se procurer de la viande et des légumes frais, diversifier leurs régimes alimentaires et générer des revenus commerciaux, et donc améliorer leur apport en éléments nutritifs et réduire leur vulnérabilité et leur dépendance à l'égard de la distribution de denrées alimentaires et des remises d'espèces.

35. Dans l'ouest de la **Tanzanie**, une aide d'urgence a été apportée pour lutter contre une résurgence de criquets pèlerins d'une manière qui respecte l'environnement. Une prospection aérienne et des opérations de lutte réussies ont réduit la population acridienne à un faible niveau avant la saison de reproduction de 2013. Les cultures et les pâturages des communautés rurales ont donc pu être préservés dans les zones d'infestation. En outre, la capacité des responsables gouvernementaux de continuer à gérer efficacement le criquet pèlerin a été renforcée par une formation.

36. Au **Yémen**, en contribuant à la mise en place de potagers familiaux dans des ménages dirigés par des femmes, la FAO a amélioré la sécurité alimentaire et nutritionnelle des ménages les plus vulnérables. Des kits d'apiculture et d'aviculture sont distribués aux familles d'agriculteurs pour diversifier leur production alimentaire. En vue d'améliorer la consommation alimentaire des ménages, des kits d'information sont élaborés pour aider les familles à améliorer leurs pratiques d'alimentation. Les efforts axés sur la coordination des programmes amélioreront l'efficience et l'efficacité des interventions humanitaires menées dans le cadre du Groupe de l'agriculture et de la sécurité alimentaire.

37. Dans l'est de la **Jamaïque**, les exploitations de subsistance affectées par l'ouragan Sandy ont bénéficié d'une aide d'urgence visant à améliorer leurs moyens d'existence et leur sécurité alimentaire. L'élaboration de programmes de travail axés sur les communautés a permis aux agriculteurs de préparer leurs terres pour les semis et de recevoir des bons pour acheter des intrants agricoles de qualité. Une formation aux mesures à prendre d'urgence – par exemple l'entreposage de la production de jeunes plants durant les ouragans – a été intégrée dans les programmes visant à renforcer la résilience à moyen et long terme des agriculteurs.

Fenêtre «Acridiens»

38. Au titre de la **fenêtre «Acridiens»,** 3,1 millions d'USD ont été affectés par la Belgique et la France au programme d'intervention au Sahel afin de suivre de près la situation au Tchad, au Mali et au Niger.

Région	**Intervention**	**Affectation (en milliers d'USD)**
Sahel	Acridiens	3 148
Total		**3 148**

39. Entre juin et octobre 2012, deux générations de criquets pèlerins se sont développées au Sahel en raison de précipitations supérieures à la moyenne. La mobilisation d'équipes de prospection et de lutte pour mener les opérations nécessaires a dépassé les capacités financières des pays infestés, mais elle a pu se concrétiser grâce aux réponses rapides des donateurs à l'appel lancé en juin 2012. En novembre 2012, la menace représentée par le criquet pèlerin a nettement diminué au Sahel grâce aux efforts conjoints des pays affectés, de la FAO, de la Commission de lutte contre le criquet pèlerin dans la région occidentale et des donateurs.

V. CONCLUSIONS

40. Le Fonds spécial pour les activités d'urgence et de relèvement continue de s'avérer un instrument très précieux pour permettre à la FAO d'améliorer sa performance en matière d'aide humanitaire. Il sera l'un des outils essentiels de l'Organisation pour atteindre son nouvel objectif stratégique intitulé «Accroître la résilience des moyens d'existence aux menaces et aux crises», qui vise à renforcer les capacités des plus vulnérables à résister et s'adapter aux chocs. En particulier, le Fonds spécial jouera un rôle crucial dans la mise en œuvre d'une réponse concertée plus détaillée, à plus long terme, et centrée sur des stratégies de résilience et de protection des moyens d'existence des populations, et sur les capacités de leurs institutions en matière de prévention, de protection et de relèvement dans des situations d'urgence.